

INDUSTRIES EXTRACTIVES

et violence envers
les femmes






womin

Ce document est un effort collectif de Shamim Meer, Winnet Shamuyarira et Samantha Hargreaves. Il s'appuie sur la littérature critique et la recherche féministe en féministe sur l'extractivisme, la militarisation et la violence et la violence contre les femmes, entreprises par WoMin et ses partenaires et lancée en 2020 (voir la recherche, les publications et les guides pour les militants [ici](#)).



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Section Une : Expériences des femmes en matière de violence	9
<i>La violence dans le delta du Niger</i>	
<i>Violence et abus sexuels à l'encontre des femmes dans et autour des plantations</i>	
<i>Armes, pouvoir et politique : les zones d'extraction de diamants de Marange au Zimbabwe</i>	
Section Deux: L'expérience des femmes dans la poursuite de la justice	17
<i>Hudbay</i>	
<i>Barrick</i>	
Section Trois: Comprendre la violence et regard critique sur les stratégies de lutte contre la violence	21
<i>Recherche de stratégies</i>	
Section Quatre: Développer des alternatives	29
<i>Recherche de stratégies</i>	
<i>Projet pilote au Zimbabwe</i>	
<i>Les leçons apprises du Mouvement des Gardiens de Yaoska</i>	
Section Cinq: Une brève note de conclusion	36
Références	37

An illustration depicting a protest against resource extraction. In the foreground, two women are shown in profile, facing right, with their right arms raised in a fist. The woman in front is wearing a red top, and the woman behind her is wearing a cyan top. They are standing in front of a stylized landscape with brown hills and a blue body of water. In the background, there are dark silhouettes of industrial structures, including what appears to be a large crane or drilling rig, and a helicopter. The overall scene is set against a dark, almost black background, suggesting a night or a somber atmosphere.

Lorsque les femmes et leurs communautés exercent leur droit de dire non à l'accaparement des ressources naturelles par les industries extractives, lorsqu'elles protestent contre les déplacements forcés ou le non-respect par les entreprises de leurs promesses de relocalisation et de développement, elles se heurtent à la violence de l'armée et de la police.

INTRODUCTION

INDUSTRIES EXTRACTIVES ET VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

Shamim Meer 12 April 2021

Les femmes des communautés touchées par les projets d'extraction – mines, plantations et grands projets énergétiques – sont quotidiennement victimes de violences de la part de la police, de l'armée et des services de sécurité privés, souvent avec le soutien actif de l'État. Des femmes ont été violées, violées collectivement, harcelées sexuellement et contraintes d'échanger des relations sexuelles contre des emplois, de l'eau et du bois de chauffage.

En plus d'offrir un soutien aux femmes dans ces situations, WoMin, avec ses alliés et les femmes affectées par cette violence, s'est efforcé de comprendre cette violence afin d'y répondre.

Cet article vise à partager notre compréhension de la violence, nos réflexions sur une action efficace, et certaines de nos actions en cours. La première section du document discute des expériences de violence vécues par les femmes. La deuxième section examine les expériences des femmes en matière de justice, puisqu'en raison du manque de justice dans le système existant, les femmes doivent rechercher des formes alternatives de justice. La section trois présente notre compréhension de la violence et offre une critique des stratégies actuelles. La section quatre examine les stratégies alternatives, y compris le travail entrepris par

WoMin pour fournir un soutien aux traumatismes et réfléchir à des formes appropriées de justice dans le cadre du renforcement du pouvoir des femmes.

Dans cet article, nous exposons clairement la conception écoféministe de WoMin, qui situe la violence subie par les femmes dans les structures de l'économie. L'exploitation minière et l'économie extractiviste s'inscrivent dans le contexte d'un système économique violent. Ce système est basé sur la production pour le profit et exploite la nature et les personnes. Il détruit des écosystèmes entiers de masses d'eau, de forêts et de terres. Il détruit les moyens de subsistance des communautés, qui sont souvent retirées par la force des terres et des ressources dont elles dépendent pour leur survie. Il exploite le travail des travailleurs, y compris celui des femmes et leur corps.¹

En plus de nous inspirer des cadres écoféministes du capitalisme en tant que système violent qui exploite l'environnement et les femmes, nous nous inspirons de la conception du corps en tant que territoire des peuples autochtones d'Amérique du Nord et du Sud; de la notion de Ruth Wilson Gilmore² de la violence de l'abandon prémédité par l'État et le capital de ceux qui ne comptent pas ; sur l'idée de Judith Butler³ de la violence exercée par les États sur les populations considérées

1 Mapondera, M., Reddy, T. and Hargreaves S. (2019) *If another world is possible, who is doing the imagining? Building an ecofeminist development alternative in a time of deep systemic crisis. Bread and Butter Series, African Feminist Reflections on Future Economies. AWDF*

2 Democracy Now. (2020) *The Case for Prison Abolition: Ruth Wilson Gilmore on COVID-19, Racial Capitalism & Decarceration. May 5, 2020* https://www.democracynow.org/2020/5/5/ruth_wilson_gilmore_abolition_coronavirus

3 Verso. (2020) *A philosophy of nonviolence: Judith Butler interviewed by Alex Doherty. 14 September 2020* https://www.versobooks.com/blogs/4851-a-philosophy-of-nonviolence-judith-butler-interviewed-by-alex-doherty?fbclid=IwAR2lOigmgCVqGaRsuC-brlnhQhTTUfjqpWBhOA_MlwKFHf2ocleDcn35zds
Verso. (2020) *Judith Butler: on COVID-19, the politics of non-violence, necropolitics, and social inequality, Jul 23, 2020* <https://www.youtube.com/watch?v=6Bnj7H7MEk>

comme moins humaines ou « indispensables », en ce sens que leurs vies ne sont pas considérées comme importantes et qu'on peut donc les laisser mourir ; et sur la notion d'Anne McClintock du colonialisme et de l'impérialisme comme représentant la conquête du pouvoir sexuel et de travail des femmes colonisées et la transmission du pouvoir masculin blanc par le contrôle des femmes colonisées.⁴

La compréhension de la violence par WoMin va donc au-delà de la violence des hommes armés, pour comprendre la violence d'un système qui enrichit une minorité tout en abandonnant la majorité à son sort par la dépossession et l'appauvrissement économique.

Lorsque les mines et les grandes plantations s'emparent des terres qui ont fait vivre les communautés locales pendant des générations, elles dépendent de l'armée et/ou de la police de l'État pour sécuriser ces propriétés et empêcher le soulèvement des populations locales. Dans de nombreux cas, l'État garantit la « sécurité » des opérations des entreprises et contrôle la vie et les déplacements de la population locale. En outre, les entreprises emploient souvent leurs propres agents de sécurité ou d'autres agents privés pour protéger leurs opérations et ces acteurs de la sécurité se comportent de la même manière que les militaires de l'État. Qu'elle soit étatique ou privée, cette sécurité menace et intimide la population locale, recourant parfois à la violence physique, allant parfois jusqu'à l'assassinat.

Lorsque les femmes et leurs communautés exercent leur droit de dire non à l'accaparement des ressources naturelles par les industries extractives, lorsqu'elles protestent contre les déplacements forcés ou le non-respect par les

entreprises de leurs promesses de relocalisation et de développement, elles se heurtent à la violence de l'armée et de la police. Les femmes sont souvent victimes de violences sexualisées, notamment de harcèlement sexuel, de viol ou de menace de viol, et de coercition sexuelle pour obtenir des moyens de subsistance et des besoins fondamentaux, comme l'eau et/ou le bois de chauffage, de la part de l'armée, de la police et des services de sécurité privés⁵.

Il existe peu de documentation sur les expériences spécifiques des femmes en matière de violence et l'une des préoccupations de WoMin a été de mettre en lumière ces expériences tout en gardant à l'esprit que les femmes sont souvent réticentes à parler de la violence sexuelle qu'elles subissent, craignant non seulement d'être harcelées par les forces armées si elles parlent, mais aussi d'être blâmées par leur propre famille et leur communauté. Le viol et la violence sexuelle sont traités différemment des autres crimes, ce qui rend difficile pour les femmes de parler de cette violence. Lorsqu'une femme se fait tirer dessus, personne ne demande « est-ce de sa faute ? » ou « a-t-elle tenté le tireur ? ». Pourtant, lorsqu'une femme subit des violences sexuelles ou un viol, c'est comme si elle était à blâmer. Les gens demandent souvent : « que faisait-elle à cet endroit ? », « pourquoi était-elle dehors en soirée ? » ou « l'a-t-elle tenté ? ». De plus, certains hommes peuvent ne pas vouloir d'une femme qui a été violée.

En exposant les actions que WoMin a entreprises jusqu'à présent et la direction que nous prenons en poursuivant notre travail dans ce domaine, nous précisons que, puisque nous situons la cause profonde du problème dans un système économique d'exploitation, nous voyons la nécessité de changer ce système.

⁴ McClintock, A. (1995) *Imperial Leather: Race, Gender, and Sexuality in the Colonial Contest*. New York: Routledge

⁵ WoMin African Alliance and CNRG. (2020) *Armes, pouvoir et politique Document de recherche : Les industries extractives et la violence contre les femmes au Zimbabwe* <https://womin.africa/vaw-research/>

Cependant, nous sommes conscientes qu'il faut à la fois s'attaquer aux traumatismes subis par les femmes et envisager les formes de justice que les femmes souhaitent lorsqu'elles ont été violées. Nous partageons quelques idées issues de notre travail avec une organisation partenaire du Zimbabwe, l'Unité de services de conseil (CSU) et des femmes issues de communautés affectées par l'exploitation minière, dans le cadre d'un projet pilote visant à soutenir les femmes ayant subi des violences.

Nos actions sont fondées sur le travail de WoMin sur les alternatives écoféministes africaines en matière de développement, qui s'appuie sur les dialogues entre les femmes des communautés

touchées par l'extraction minière en 2021 et qui comprend des tentatives de récupération des pratiques passées de production et de reproduction tout en imaginant une communauté, une société et une Afrique qui représentent les femmes et servent leurs intérêts. En pensant aux alternatives, nous nous inspirons des cadres écoféministes ainsi que des cadres alternatifs des féministes et des peuples autochtones qui centrent dans leur création d'alternatives une vie saine et heureuse où les corps libres vivent en harmonie les uns avec les autres et avec la nature.

Le viol et la violence sexuelle sont traités différemment des autres crimes, ce qui rend difficile pour les femmes de parler de cette violence.





SECTION UNE:

EXPÉRIENCES DES FEMMES EN MATIÈRE DE VIOLENCE

Nous commençons par quelques exemples de l'expérience vécue par les femmes de la violence aux mains des forces de l'État et des services de sécurité des entreprises qui se regroupent pour protéger les richesses minières et les terres qu'elles ont accaparées, et qui exercent la violence de la dépossession, soumettant les villageois locaux à une militarisation et sécurisation accrues.

Les exemples présentés ici sont tirés de l'extraction pétrolière dans le delta du Niger au Nigéria, des plantations industrielles d'huile de palme et de caoutchouc en Afrique de l'Ouest et centrale, ainsi que des recherches menées par WoMin et ses partenaires au Zimbabwe, en Sierra Leone et au Mozambique.

Les recherches menées par WoMin et ses partenaires visaient à découvrir et à documenter les expériences de violence vécues par les femmes, à approfondir la compréhension de la relation entre l'économie, les choix de développement, le système politique dominant et la manière dont les mécanismes de l'État sont déployés pour préserver la propriété privée et les intérêts de l'élite. Les produits de ce processus ont été un ensemble de rapports de recherche et de guides d'accompagnement pour les activistes, qui ont été lancés en ligne au niveau régional en septembre 2020, suivis par des lancements nationaux entre octobre et décembre de la même année.⁶

La violence dans le delta du Niger

Sokari Ekine⁷ met en lumière la violence qui sévit dans le delta du Niger depuis les années 1990, lorsque la vie des gens, leurs moyens de subsistance et l'environnement ont été ravagés par les multinationales pétrolières Shell, Chevron/Texaco et Elf, et lorsque la région a été militarisée par l'armée nigériane, qui a commis des meurtres en masse, des actes de torture, des viols et brûlé des maisons et des biens.

Les protestations des villageois réclamant justice et compensation de la part des compagnies pétrolières ont été violemment réprimées, tandis que d'autres villages ont été envahis par les militaires afin de devancer et d'empêcher leurs protestations.

L'une de ces attaques a eu lieu en 1999 lorsque l'armée a envahi la ville d'Odi, dans le delta du Niger, provoquant la fuite des habitants. Beaucoup se sont enfuis, laissant derrière eux leurs biens. À leur retour, ils ont découvert que des membres de leur famille avaient été tués, que leur maison avait été incendiée et que leurs biens avaient été pillés. Comme l'a expliqué une femme :

« Quand les soldats sont arrivés, nous étions dans nos maisons, nous avons seulement entendu que les soldats étaient arrivés et avaient encerclé tout le monde. Depuis que les soldats sont arrivés, nous avons tous peur. Tout le monde a commencé à faire ses bagages et à s'enfuir, nous n'étions pas capables de tenir tête aux soldats. Nous avons pris quelques biens et nous sommes partis. Quand nous sommes revenus, nous avons vu que toutes nos maisons et notre nourriture avaient été

⁶ WoMin et ses partenaires - le Centre for Natural Resource Governance (CNRG) au Zimbabwe, Justiça Ambiental (JA) au Mozambique, et Network Movement for Justice and Development (NMJD) en Sierra Leone - ont mené une recherche publiée en 2020 sous le titre "Guns, Power and Politics Extractives et violence contre les femmes" <https://womin.africa/vaw-research/>

⁷ Ekine S. (2008) *Women's Responses to State Violence in the Niger Delta*. *Feminist Africa* 10

brûlées, tout l'argent que nous avions laissé dans nos maisons avait été brûlé. Depuis lors, nous essayons à nouveau de nous débrouiller avec rien. Nous dormons à même le sol, sans rien pour dormir ». (Amasin, enseignant du primaire, Odi in Ekine 2008⁸).

Ekine⁹ évoque également les violences subies par les femmes ogoni depuis 1993, date à laquelle l'armée nigérienne a commencé ses violents assauts dans l'Ogoniland : « les femmes ont été harcelées sur le chemin de leurs fermes, sur le chemin de leurs marchés, dans leurs villages en surveillant leurs maisons, et la nuit quand elles dormaient ».

Lors d'entretiens avec des membres de la Fédération des organisations de femmes ogoni, les femmes ont parlé de viols et de violences sexuelles. Comfort Aluzin, l'une de ces femmes, a confié :

« Ils ont commencé à battre les femmes, à les traîner dans la brousse. Et ils ont commencé à enlever leurs vêtements et à les violer... mon amie était enceinte. Un militaire a utilisé sa jambe pour frapper son ventre et elle a fait une fausse couche. C'était le début de la souffrance à Nyo Khana... »

Une autre femme, Mme Kawayorko a aussi témoigné :

« Ils ont traîné certaines des femmes dans la brousse. Nous étions nues, nos robes étaient déchirées, notre pagne détaché par un homme qui n'est pas notre mari. Ils ont déchiré nos pantalons et ont commencé à nous violer dans la brousse. Le viol n'était pas secret parce qu'il y avait environ deux personnes qui vous violaient là. Ils vous violent devant votre sœur. Ils violent votre sœur devant votre mère. C'était comme un marché. »

Ekine documente les formes de résistance des femmes dans le delta du Niger à la fin des années 1990, à une époque où la résistance des groupes communautaires contre les multinationales et l'État s'intensifiait. Il s'agissait notamment de protestations et d'occupations de bureaux d'entreprises. Elles incluent également des formes de résistance moins reconnues, comme le pouvoir du silence en tant que résistance, un moyen de faire face et de guérir, et la « malédiction de la nudité » - le fait de se déshabiller pour faire honte aux hommes, les déranger ou leur faire du mal.

Violence et abus sexuels à l'encontre des femmes dans et autour des plantations

Un rapport de 2019 dont le titre est « Briser le silence : harcèlement, violence sexuelle et abus contre les femmes dans et autour des plantations industrielles d'huile de palme et d'hévéa »¹⁰, met en lumière les violences sexuelles subies par les femmes en Afrique de l'Ouest et centrale, où les gouvernements ont accordé des concessions allant jusqu'à quatre millions d'hectares de terres à des sociétés étrangères pour des plantations industrielles de palmiers à huile. Les femmes et les jeunes filles des communautés vivant à proximité de ces plantations sont victimes de violences sexuelles, de viols et d'abus lorsqu'elles traversent les plantations pour se rendre dans leurs champs, aux sources d'eau, à l'école, dans la ville ou les villages voisins. Les femmes qui travaillent dans les plantations industrielles sont victimes de harcèlement sexuel et subissent des pressions pour avoir des rapports sexuels. Comme l'a dit une travailleuse de plantation au Libéria : « Si tu n'as pas de chance, tu n'es payée que si tu laisses le gars 'faire son truc'. Cela arrive tout le temps »¹¹.

⁸ Ibid

⁹ Ibid

¹⁰ RADD, Muyissi Environment, Natural Resource Women Platform Radio Culture, GRAIN and World Rainforest Movement. (2019) *Breaking the Silence Harassment, sexual Violence and Abuse Against Women In and Around Industrial Palm Oil and Rubber Plantations* <https://www.farmlandgrab.org/post/view/28799>

¹¹ Ibid

Armes, pouvoir et politique : les zones d'extraction de diamants de Marange au Zimbabwe

Une étude récente menée par WoMin et son partenaire, le Centre pour la gouvernance des ressources naturelles (CNRG) au Zimbabwe, met en lumière les expériences des femmes à Marange, où des diamants ont été découverts en 2005 et où l'armée et les services de sécurité de l'entreprise se battent depuis 14 ans contre les mineurs artisanaux et la communauté locale afin de s'assurer le contrôle de la richesse en diamants¹².

À partir de novembre 2006, la police a tué, torturé, battu, harcelé et lâché des chiens sur des mineurs artisanaux lors de raids destinés à les chasser des champs de diamants. Parallèlement à ces raids, la police a agressé et arrêté des membres de la communauté locale et soumis les femmes à des violences sexuelles.¹³

Une femme de Marange a raconté qu'un camion de l'armée l'a arrêtée, elle et une autre femme, alors qu'elles revenaient des champs¹⁴. Les femmes ont été forcées de se déshabiller, armées de bâtons, et ont ensuite reçu l'ordre de se battre entre elles. Les soldats ont indiqué que la perdante serait violée par les soldats dans le camion.

Le 27 octobre 2008, l'armée de terre, l'armée de l'air et la Central Intelligence Organisation (CIO) ont lancé l'opération Hakudzokwi (un mot shona signifiant « tu ne reviendras pas ») à Marange. Les soldats ont tiré des balles et des gaz lacrymogènes depuis le sol et depuis des hélicoptères sur les mineurs artisanaux et les villageois. Plus de 200 mineurs artisanaux et diamantaires ont été abattus. Des milliers d'autres ont été torturés et des

centaines de femmes ont été violées.

Les villageois de Marange sont en fait des prisonniers. La région a été déclarée zone d'accès restreint et les personnes extérieures ne peuvent s'y rendre que sur autorisation de la police. Les soldats continuent d'occuper la zone et soumettent les villageois à des fouilles arbitraires dans leurs maisons et aux 11 points de contrôle situés sur la route de 100 kilomètres entre Mutare et Marange. Les femmes subissent souvent des violences sexuelles lors des fouilles. Trois femmes ont raconté à Human Rights Watch qu'un agent de police les avait forcées à se déshabiller à un poste de contrôle. Il a introduit son doigt ganté dans leurs parties intimes, prétendant chercher des diamants cachés¹⁵.

De nombreux villageois ont également été chassés de chez eux en 2009 et relocalisés à Arda Transau, une ferme d'état située à environ 60 km au nord de Marange. Les forces armées ont déplacé ces 1 300 familles de Marange afin d'accaparer davantage de terres pour l'extraction de diamants. Les familles ont été forcées de monter dans des camions sous la menace d'armes et leurs maisons ont été détruites par des bulldozers. De nombreuses familles continuent à subir des difficultés et des violences considérables à Arda Transau.

L'une des femmes a raconté son expérience¹⁶.

« [Un officier militaire supérieur] m'a dit que je devais déménager à Arda Transau, il a pointé une arme sur moi lors de la réunion... Nous n'avons eu aucune chance de prendre quoi que ce soit. Nous avons laissé nos mapfunde (millet à doigts), arachides et autres cultures dans les champs. »

¹² WoMin African Alliance and CNRG. (2020) *Armes, pouvoir et politique Document de recherche : Les industries extractives et la violence contre les femmes au Zimbabwe* <https://womin.africa/vaw-research/>

¹³ Human Rights Watch (2009) *Diamonds in the Rough Human Rights Abuses in the Marange Diamond Fields of Zimbabwe, reports on the brutality and human rights abuses wreaked on artisanal miners and villagers* <https://www.hrw.org/report/2009/06/26/diamonds-rough/human-rights-abuses-marange-diamond-fields-zimbabwe>

¹⁴ Recounted to WoMin and Counselling Services Unit, Zimbabwe

¹⁵ Human Rights Watch (2009) *Diamonds in the Rough Human Rights Abuses in the Marange Diamond Fields of Zimbabwe, reports on the brutality and human rights abuses wreaked on artisanal miners and villagers* <https://www.hrw.org/report/2009/06/26/diamonds-rough/human-rights-abuses-marange-diamond-fields-zimbabwe>

¹⁶ « WoMin African Alliance and CNRG. (2020) *Guns, Power and Politics Research Paper: Extractives and Violence Against Women in Zimbabwe* <https://womin.africa/vaw-research/>

La communauté vit dans la crainte de représailles si elle s'exprime. Comme l'a raconté une deuxième femme¹⁷

« On nous a dit de ne pas parler en mal du gouvernement, que cela nous attirerait des ennuis. Nous sommes obligés de dire que nous recevons de la nourriture et les frais de scolarité pour nos enfants, des uniformes et d'autres choses, même si tout cela n'est pas vrai. »

Armes, pouvoir et politique : Sierra Leone

Une recherche menée par WoMin et deux partenaires en Sierra Leone, Network Movement for Justice and Development (NMJD) et Women and Mining (WOME), examine les industries extractives et la violence contre les femmes en Sierra Leone.¹⁸

Depuis le début de l'exploitation minière à grande échelle dans les années 1930, les sociétés minières, avec l'aide du gouvernement, des politiciens et des chefs traditionnels, ont abusé des droits des personnes et détruit l'environnement. Comme l'a souligné la Commission vérité et réconciliation de la Sierra Leone, le conflit pour le contrôle de l'industrie du diamant a conduit à la guerre civile de 11 ans qui s'est terminée en 2002 et qui a dévasté le pays, avec 75 000 personnes tuées et 1 million de personnes déplacées.

Pour faire place à l'exploitation minière, les habitants de nombreuses communautés de Sierra Leone ont été contraints de quitter les terres dont ils dépendaient pour leur survie – des terres sur lesquelles ils cultivaient leur nourriture, faisaient paître leur bétail et d'où ils tiraient leur eau et leur bois de chauffage. Les femmes de ces communautés sont les plus durement touchées par cette perte de terres, car ce sont elles qui cultivent les aliments, collectent le combustible et l'eau, cuisinent et prennent soin de leur famille.

Environ 70 % de la population de la Sierra Leone, en particulier les femmes, survivent en cultivant leur nourriture et l'exploitation minière menace cette survie.

En plus de ces menaces à la survie, les personnes vivant à proximité des mines doivent faire face à la violence permanente de l'armée, de la police et des services de sécurité des mines, que les sociétés minières font venir pour protéger les minéraux se trouvant sous les terres qu'elles ont prises à la communauté. Les membres de la communauté qui tentent de se lancer dans l'exploitation minière artisanale pour compléter les activités agricoles sont régulièrement confrontés à l'armée et à la police qui veulent mettre fin à l'exploitation minière artisanale et à petite échelle. Les femmes qui travaillent dans les mines artisanales sont souvent victimes de violences sexuelles. Ces forces militaires et de sécurité contrôlent les mouvements de la communauté, fouillent les maisons des gens et utilisent la violence contre les membres de la communauté. Les femmes et les filles souffrent de problèmes de sécurité supplémentaires, notamment de violences sexuelles, lorsque les forces de sécurité pénètrent dans leurs maisons et leurs villages.

Une étude réalisée en 2018 par le NMJD a mis en évidence que les femmes de Kono, dans les principaux champs de diamants de l'est de la Sierra Leone, ont perdu l'accès à de vastes zones de terres qu'elles cultivaient lorsqu'une société minière a pris ces terres. Les femmes du sud de la Sierra Leone ne peuvent plus cultiver car les sociétés d'extraction de rutile et de bauxite ont gravement endommagé leurs terres.

Les femmes sont d'autant plus désavantagées qu'elles participent rarement aux discussions communautaires avec les sociétés minières et qu'elles sont donc rarement en mesure de s'exprimer sur la façon dont l'exploitation minière les affecte spécifiquement. Les femmes sont tenues

¹⁷ *ibid*

¹⁸ WoMin African Alliance and Network Movement for Justice and Development, *Women and Mining. (2020) Guns Power and Politics Research Paper: Extractives and Violence Against Women in Sierra Leone* <https://womin.africa/vaw-research/>

à l'écart de ces discussions en raison d'idées selon lesquelles il s'agit de préoccupations d'hommes et aussi parce que les responsabilités ménagères des femmes leur laissent peu de temps pour de telles discussions.

Les sociétés minières sont tenues par la loi de verser une compensation pour les dommages qu'elles causent à la végétation, aux structures physiques, aux sources d'eau et à d'autres biens, mais elles paient rarement et lorsqu'elles le font, les montants des compensations sont minimes. Dans les rares cas où les communautés reçoivent une compensation, les femmes ne sont pas susceptibles d'en bénéficier directement, car ce sont les hommes des familles propriétaires des terres qui s'occupent des questions financières et des négociations avec le gouvernement et les compagnies minières.

Lorsque les communautés protestent contre les violations commises par les compagnies minières, le gouvernement et les compagnies répondent souvent par la violence et même par des meurtres. Le 13 décembre 2007, les habitants de Koidu ont protesté contre le refus de Koidu Holdings de payer pour la réinstallation des personnes affectées par la mine. Les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants, tuant deux personnes et en blessant beaucoup d'autres. En décembre 2012, une femme a été grièvement blessée et deux hommes ont été tués lorsque la police a utilisé des balles réelles contre des travailleurs protestant contre Koidu Holdings. Le 17 avril 2012, les forces de sécurité sont entrées dans la ville minière de Bumbuna et ont tiré des gaz lacrymogènes sur les commerçantes et leurs enfants sur le marché principal. Une femme a été tuée.

Il est bien connu que les femmes subissent des violences sexuelles lorsque la présence des forces de sécurité est plus importante et en temps de guerre. La Commission vérité et réconciliation estime que 275 000 femmes et filles ont été victimes de violences sexuelles pendant la guerre civile en Sierra Leone. Les femmes et les filles ont été arrachées de

force à leur foyer par les groupes en guerre. Leur travail a été exploité, elles ont été violées, contraintes à l'esclavage sexuel et ont subi des actes de violence sexuelle grave.

D'autres recherches sont nécessaires pour mettre en lumière la violence que subissent les femmes dans les communautés et les mineurs artisanaux lorsque l'armée, la police et les services de sécurité privés pénètrent dans leurs maisons et leurs villages pour protéger la richesse des sociétés minières en Sierra Leone.

Armes, pouvoir et politique : Mozambique¹⁹

Les recherches menées par WoMin et son partenaire, Justiça Ambiental, ont porté sur les industries extractives et la violence envers les femmes au Mozambique.

Lorsque le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), qui a lutté pour l'indépendance du Mozambique, s'est éloigné des politiques socialistes à la fin des années 1980, il a ouvert les portes du peuple mozambicain, sa main-d'œuvre et les ressources naturelles du pays aux entreprises multinationales extractives.

Le gouvernement considérait l'exploitation minière comme la clé du développement du pays. Cependant, pour les populations vivant dans les régions riches en minéraux, l'exploitation minière a été dévastatrice, car elle a entraîné la perte de terres, d'eau et de forêts dont dépendait leur survie. Les communautés dont les terres sont utilisées pour l'agriculture commerciale, la pêche et la sylviculture sont confrontées à des problèmes similaires à ceux des communautés touchées par l'exploitation minière.

Bien que la loi mozambicaine prévoie la participation des communautés aux négociations sur l'utilisation de leurs terres et à la détermination des compensations avant le début des activités minières, ces droits sont régulièrement ignorés.

¹⁹ WoMin African Alliance, and Justiça Ambiental. (2020) *Guns Power and Politics Research Paper: Extractives and Violence Against Women in Mozambique* <https://womin.africa/vaw-research/>

Parfois, les entreprises achètent ou font pression sur les représentants des communautés et les chefs pour qu'ils acceptent l'exploitation minière et une compensation minimale.

Souvent, les entreprises font des promesses qu'elles ne tiennent pas. Comme la plupart des communautés touchées par l'exploitation minière et d'autres types d'extraction vivent dans la pauvreté, elles voient de l'espoir dans les promesses d'emplois, de services et de meilleures conditions de vie faites par les entreprises. Ces promesses ne sont jamais tenues. La plupart des emplois dans les mines exigent une formation spécialisée que de nombreux membres de la communauté n'ont pas et les entreprises sont réticentes à investir dans la formation.

Les membres de la communauté sont souvent confrontés à des difficultés supplémentaires lorsqu'ils sont déplacés vers de nouvelles terres. Dans de nombreux cas, les services de base sont inadéquats, les terres sont de mauvaise qualité et l'agriculture est difficile, voire impossible. Lorsque les familles sont réinstallées, ou lorsqu'elles perdent leurs terres à cause des mines, les femmes et les filles doivent souvent parcourir de plus longues distances à pied pour se nourrir et pour aller chercher de l'eau et du bois. Elles sont exposées à de nombreux risques, dont le viol.

Lorsque les compagnies minières s'emparent des forêts, les agents de sécurité exigent des faveurs sexuelles avant de permettre aux femmes de ramasser du bois. Lorsque la police, l'armée ou les services de sécurité privés fouillent les femmes, cela prend souvent la forme d'agressions sexuelles sur le corps des femmes.

Dans certains villages, les maisons et les champs se trouvent à l'intérieur de la propriété d'une mine en activité, dans d'autres, les mines sont situées à proximité. Les familles qui vivent à l'intérieur ou à proximité de la mine sont en mauvaise santé car l'air qui les entoure est épais de fumée noire provenant des explosions de la mine. Leurs rivières sont polluées par les déchets miniers, leurs cultures sont gravement affectées et leur bétail meurt. Les

explosions de la mine ont un impact sur le bien-être des personnes et fissurent les murs de leurs maisons. Le travail des femmes, défini par une division sexuée du travail, s'accroît lorsqu'elles assument la responsabilité des soins aux malades résultant des activités minières. Souvent, ces communautés n'ont pas accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi.

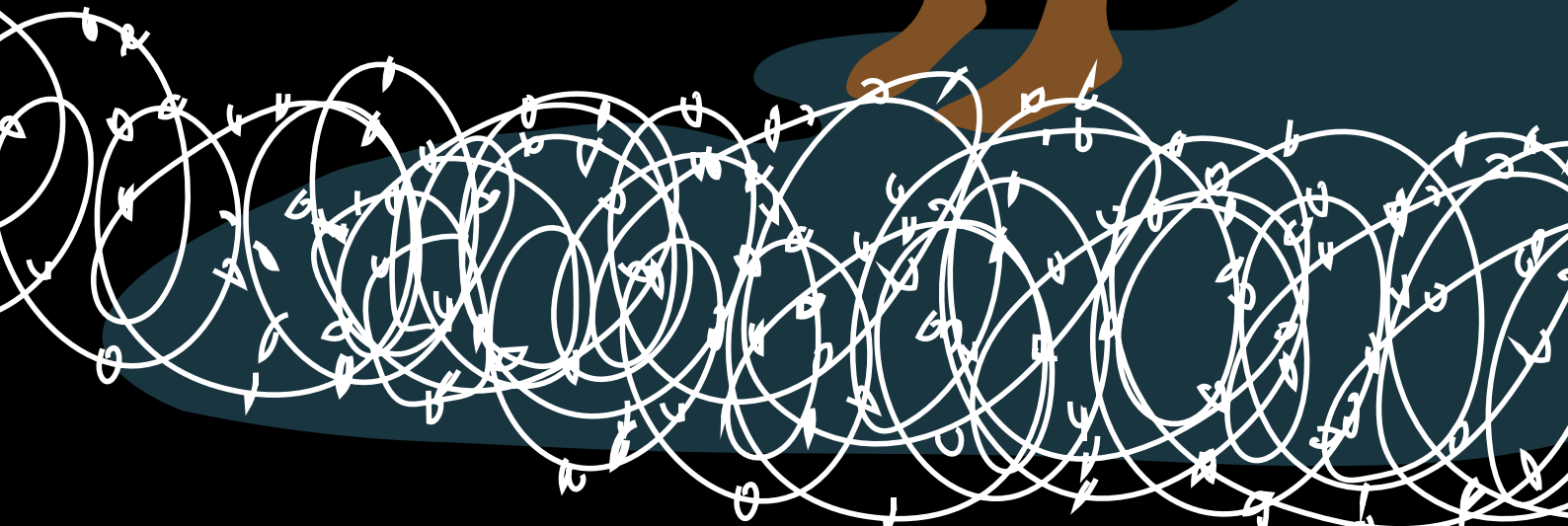
Lorsque les villages sont clôturés à l'intérieur de la mine, les membres de la communauté ne peuvent pas se déplacer librement et ils sont sous la surveillance constante des agents de sécurité privés, de la police et de l'armée, qui fouillent les gens lorsqu'ils entrent dans la mine ou envahissent les maisons à la recherche de « minéraux volés ». Au cours de ces fouilles, le corps des femmes est violé par des policiers, des soldats ou des agents de sécurité de l'entreprise.

Le gouvernement autorise souvent la sécurité privée à agir contre les membres des communautés affectées par l'exploitation minière et envoie parfois la police et l'armée pour faire face aux protestations des communautés.

Les mineurs artisanaux ont été contraints d'arrêter l'exploitation minière ou de la limiter lorsqu'une entreprise pénètre dans leur zone. Ceux qui tentent l'exploitation minière artisanale sont confrontés à un harcèlement continu. En 2017, une vidéo divulguée sur Internet montrait la police torturant des mineurs artisanaux à l'intérieur d'une mine de rubis.

Les moyens de subsistance étant moins nombreux dans ces communautés, de nombreux hommes partent chercher du travail dans d'autres régions du Mozambique. Cela entraîne l'éclatement des familles et de plus grandes difficultés pour les femmes qui doivent subvenir aux besoins de leur famille. Pour survivre, les femmes font tout ce qu'elles peuvent – certaines font la cuisine et le ménage, d'autres tiennent des tavernes et se livrent au travail du sexe – et dans certaines situations, les difficultés de survie conduisent au mariage forcé de jeunes filles.

Les familles qui vivent à l'intérieur ou à proximité de la mine sont en mauvaise santé car l'air qui les entoure est épais de fumée noire provenant des explosions de la mine. Leurs rivières sont polluées par les déchets miniers, leurs cultures sont gravement affectées et leur bétail meurt.



Les victimes de viol se sont vu offrir une « formation à la génération de revenus » et des subventions de « démarrage ». En échange de ces mesures compensatoires inadéquates, les femmes devaient renoncer à leurs droits légaux. L'ensemble du processus était incompatible avec les normes internationales en matière de droits de l'homme, qui exigent des réparations proportionnelles à la gravité des abus.



SECTION DEUX:

L'EXPÉRIENCE DES FEMMES DANS LA POURSUITE DE LA JUSTICE

Les récits des tentatives des femmes pour obtenir justice lorsqu'elles et leurs communautés sont violées soulignent l'importance de rechercher des formes alternatives de justice. Nous présentons deux études de cas pour illustrer ce point : l'une au Guatemala, où la communauté maya Q'eqchi' vivant à El Estor a intenté une action en justice contre HudBay Minerals et sa filiale HMI Nickel Inc ; et l'autre en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où la communauté affectée par la mine Porgera de Barrick Gold a demandé justice pour des actes de violence odieux.

Ces deux exemples illustrent l'insensibilité de la violence systémique à l'encontre de communautés considérées comme dispensables, non susceptibles de faire l'objet de griefs et faisant partie de celles que l'on peut laisser mourir, tout en soulignant les difficultés à obtenir réparation dans un système qui favorise les industries. L'affaire Barrick montre clairement que la vie des populations locales ne comptait pas pour l'entreprise. Les revendications de la communauté locale ont été ignorées et n'ont reçu une attention, aussi insuffisante soit-elle, que lorsque des organisations internationales de défense des droits de l'homme sont intervenues au nom de la population locale.

Hudbay

La communauté maya Q'eqchi' vivant à El Estor, au Guatemala, n'a jamais accepté la légitimité de la concession minière et des droits fonciers accordés par le gouvernement guatémaltèque pour le projet d'exploitation de nickel Fenix. La concession se trouve sur leurs terres ancestrales et a été accordée à Hudbay sans consultation. Malgré les protestations de la communauté contre le déplacement et la réinstallation de leurs maisons, ils ont été expulsés de force en janvier 2007. Au cours de ces expulsions, des femmes de la communauté ont été victimes de viols collectifs par des agents de sécurité de la mine.²⁰

Le 28 mars 2011, un groupe de 11 femmes guatémaltèques a intenté une action en justice devant la Cour supérieure de l'Ontario, au Canada, contre Hudbay Minerals et sa filiale HMI Nickel Inc, les propriétaires du projet minier de nickel Fenix.

Il s'agit de l'une des trois actions en justice – les deux autres contre Hudbay Minerals étant intentées par une veuve dont le mari, un leader communautaire, a été sévèrement battu et tué lors d'une manifestation contre la mine Fenix, et par un survivant d'une fusillade au projet Fenix, qui est devenu paraplégique.

Ces trois actions en justice sont en cours. Hudbay a utilisé des manœuvres dilatoires et toutes sortes de tactiques pour retarder la justice. La première a été de s'opposer à ce que l'affaire soit entendue par un tribunal canadien. Il a donc fallu deux ans pour obtenir une décision de justice permettant d'entendre l'affaire au Canada. Deux ans plus tard, en juin 2015, la Cour de justice de l'Ontario a ordonné à Hudbay Minerals de divulguer des

²⁰ <https://www.business-humanrights.org/en/hudbay-minerals-lawsuits-re-guatemala-0?page=3>

documents internes de l'entreprise, y compris des informations concernant sa structure d'entreprise et son contrôle sur sa filiale au Guatemala. En novembre 2017, les 11 femmes se sont rendues au Canada pour témoigner dans le cadre de la procédure de divulgation en cours. Le 17 septembre 2019, les femmes ont modifié la déclaration pour fournir des détails supplémentaires sur l'implication de Skye Resources (qui fait maintenant partie de Hudbay Minerals) dans l'expulsion violente de leur communauté. Le 21 janvier 2020, la Cour supérieure de justice de l'Ontario s'est prononcée en faveur des femmes en réponse à la requête de Hudbay visant à les empêcher de modifier leur plainte pour y inclure des détails supplémentaires sur les viols commis par les forces de sécurité minières.

Barrick

Les agents de sécurité de la mine de Porgera, en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), ont commis des viols et des viols collectifs sur des centaines de femmes et de filles de la région et ont tué plusieurs hommes.²¹ Barrick Gold, une société minière canadienne, et la plus grande société d'extraction d'or au monde, exploite la mine d'or de Porgera depuis 2006. Barrick emploie des agents de sécurité privés et des agents de la police locale de PNG, notamment l'escouade de la police mobile de PNG – une branche de la police nationale qui a un long passé de graves violations des droits humains, notamment des fusillades, des passages à tabac, des viols, des expulsions forcées et des incendies de maisons.

Sans terres à cultiver ni sources d'eau potable, les communautés autochtones locales n'ont pour ainsi dire pas d'autre moyen de subsistance que de chercher des restes d'or dans les mines à ciel ouvert ou dans les décharges. Au cours des 20 dernières années, les hommes et les garçons de la

communauté ont été régulièrement battus, abattus et tués pour avoir pénétré dans la mine à ciel ouvert, dans les décharges ou simplement pour s'être trouvés à proximité de la propriété de la mine. Les femmes et les jeunes filles vivant à proximité de la mine ont été violées par les agents de sécurité de la mine. Nombre d'entre elles souffrent de blessures physiques et émotionnelles à long terme, ainsi que de marginalisation et d'isolement social au sein de leur communauté.

Une jeune fille qui cherchait de l'or avec sa sœur a été menottée, battue et violée collectivement par dix agents de sécurité armés de Barrick. Elle a ensuite été emprisonnée pour « exploitation minière illégale » et maintenue en détention pendant une semaine sans traitement médical pour les graves blessures qui lui ont été infligées. Aujourd'hui, elle a du mal à marcher.

Une femme attrapée par des gardes dans la décharge après le gazage lacrymogène de son groupe, a été battue, coupée avec un couteau et violée brutalement par 10 gardes. Elle n'a pas pu marcher pendant des semaines. Marcher lui cause encore des douleurs et elle ne peut plus avoir d'enfants. Lorsque son mari, avec qui elle venait de se marier, a appris qu'elle avait été violée, il l'a quittée. Sa communauté l'a mise à l'écart et elle a déménagé dans une autre ville.

Le groupe local de défense des droits de l'homme Akali Tange Association (ATA) a entrepris de dénoncer ces abus, mais la société l'a ignoré. Le PDG de Barrick a déclaré aux dirigeants de la communauté en 2008 que les allégations étaient fausses. Ce n'est qu'en 2011, après des rapports d'enquête de groupes comme ATA, Mining Watch Canada, Human Rights Watch et Amnesty International, que l'entreprise a admis qu'il y avait un problème.

21 Earthrights International. Factsheet: Abuse by Barrick Gold Corporation https://earthrights.org/wp-content/uploads/documents/barrick_fact_sheet_-_earthrights_international_1.pdf

En 2012, Barrick a mis en place un « Cadre de réparation » pour permettre aux victimes de viol de demander des réparations. Plus de 200 femmes ont porté plainte pour viol et viol collectif, mais le nombre réel de victimes serait plus élevé. Barrick a affirmé qu'ils évalueraient les besoins de chaque femme et proposerait un ensemble de réparations flexibles pouvant inclure des réparations financières ou même une relocalisation, le cas échéant.

EarthRights International a représenté certaines des femmes qui ont déposé des plaintes auprès du Cadre de réparation. Cependant, les compensations offertes n'étaient pas à la hauteur

des abus subis et le Remedial Framework a rejeté la demande des femmes pour une compensation appropriée. Les victimes de viol se sont vu offrir une « formation à la génération de revenus » et des subventions de « démarrage ». En échange de ces mesures compensatoires inadéquates, les femmes devaient renoncer à leurs droits légaux. L'ensemble du processus était incompatible avec les normes internationales en matière de droits de l'homme, qui exigent des réparations proportionnelles à la gravité des abus. Onze femmes représentées par EarthRights International ont rejeté les offres faites par le biais du Cadre de réparation.

Le groupe local de défense des droits de l'homme Akali Tange Association (ATA) a entrepris de dénoncer ces abus, mais la société l'a ignoré. Le PDG de Barrick a déclaré aux dirigeants de la communauté en 2008 que les allégations étaient fausses.



Les femmes des communautés paysannes et ouvrières portent le double fardeau de l'oppression découlant de leur situation à la périphérie du monde, qui est soumise à une exploitation capitaliste néocoloniale permanente, et du patriarcat qui sert les intérêts du capital et de tous les hommes.



SECTION TROIS:

COMPRENDRE LA VIOLENCE ET REGARD CRITIQUE SUR LES STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE

Les expériences ci-dessus mettent en évidence le fait que, dans de nombreux pays, les armées et la police, ainsi que la sécurité privée des entreprises, déchaînent la violence contre les femmes vivant dans la pauvreté et leurs communautés. La compréhension écoféministe de WoMin²² est que cette violence est intrinsèque au système capitaliste, en d'autres termes, elle est inhérente au système, ou systémique. La violence systémique va au-delà des actions des hommes armés – les soldats, la police ou la sécurité armée des entreprises – et se manifeste parfois de manière plus subtile. Les pratiques intégrées au système conduisent à la pauvreté et à la dépossession et déterminent qui peut vivre, qui peut mourir, quelles vies comptent et quelles vies sont dispensables²³. La violence de l'abandon organisé déclenché par ce système²⁴ détermine qui doit payer les coûts d'un système qui s'acharne à produire un maximum de profits pour une minorité.

Ce système exerce une violence à l'encontre de la majorité des habitants de la planète, des écosystèmes sur lesquels repose toute vie, et de la durabilité de la planète afin d'assurer les profits et la richesse d'une élite.

Le sud de la planète a supporté les coûts de la richesse obtenue par les pays colonisateurs du nord de la planète. Comme le souligne Maria Mies, la soif d'une croissance illimitée par les colonisateurs n'a été possible que parce que les coûts ont été supportés par d'autres personnes et formes de vie – en particulier les femmes et la nature – frappant le plus durement le sud de la planète²⁵. Le pouvoir colonial a progressé en grande partie grâce à la conquête et au contrôle du pouvoir sexuel et de travail des femmes colonisées²⁶. Federici parle de régions du monde marquées par une « quasi-zéro-reproduction » parce qu'elles sont considérées comme superflues ou inadaptées aux exigences du capital.²⁷

La nature et la terre, ainsi que les êtres humains considérés comme excédentaires ou dispensables,

22 Mapondera, M., Reddy, T. and Hargreaves S. (2019) *If another world is possible, who is doing the imagining? Building an ecofeminist development alternative in a time of deep systemic crisis. Bread and Butter Series, African Feminist Reflections on Future Economies. AWFDF*

23 Judith Butler notes that those who are deemed worthless and ungrievable can be killed off, no one will grieve, no one will notice they are gone, and they can be left to die.

Verso. (2020) *A philosophy of nonviolence: Judith Butler interviewed by Alex Doherty. 14 September 2020*

https://www.versobooks.com/blogs/4851-a-philosophy-of-nonviolence-judith-butler-interviewed-by-alex-doherty?fbclid=IwAR2iOi9mgCVqGaR-suCbrlnhQhTTUfqpWBhOA_MlwKFHf2ocleDcn35zds;

Verso. (2020) *Judith Butler: on COVID-19, the politics of non-violence, necropolitics, and social inequality, Jul 23, 2020* https://www.youtube.com/watch?v=6Bnj7H7M_Ek

24 Ruth Wilson Gilmore uses the terms 'organised abandonment' to refer to processes whereby large sections of the population are abandoned by state and capital and have violence done to them.

Democracy Now. (2020) *The Case for Prison Abolition: Ruth Wilson Gilmore on COVID-19, Racial Capitalism & Decarceration. May 5, 2020* https://www.democracynow.org/2020/5/5/ruth_wilson_gilmore_abolition_coronavirus

25 Mies, M. and Shiva V. (1993) *Ecofeminism. Halifax, N.S: Fernwood Publications*

26 McClintock, A. (1995) *Imperial Leather: Race, Gender, and Sexuality in the Colonial Contest. New York: Routledge*

27 Federici, S (2020) *Revolution at Point Zero: Housework, Reproduction and Feminist Struggle. Oakland, CA. PM Press*

supportent le fardeau des coûts sociaux, environnementaux et économiques, tandis que le capital n'en supporte que peu ou pas du tout. Le capital ne prend pas en charge, par exemple, les coûts de réhabilitation après l'exploitation minière, la compensation équitable pour la perte de ressources et de moyens de subsistance, l'augmentation du travail non rémunéré des femmes et les coûts de la destruction de la santé dans les communautés touchées. Les industries extractives dépossèdent la paysannerie et les classes ouvrières de la terre, de l'eau, des forêts, de la pêche et des minéraux. La dépossession s'accompagne toujours de violence, de mensonges, de corruption et de cooptation des élites nationales, ainsi que des élites locales telles que les chefs traditionnels.

Les femmes des communautés paysannes et ouvrières portent le double fardeau de l'oppression découlant de leur situation à la périphérie du monde, qui est soumise à une exploitation capitaliste néocoloniale permanente, et du patriarcat qui sert les intérêts du capital et de tous les hommes. Les femmes supportent une charge supplémentaire des coûts du capitalisme en raison des relations patriarcales et d'une division sexiste du travail, où le travail de reproduction sociale est largement relégué aux femmes.

La reproduction sociale comprend la reproduction et le maintien de la vie humaine – donner naissance à la génération suivante – ainsi que la survie quotidienne des êtres humains en leur fournissant de la nourriture, des vêtements, un abri, une sécurité de base et des soins de santé. La reproduction sociale implique un travail mental, manuel et émotionnel, le développement et la transmission de connaissances, de valeurs sociales

et de pratiques culturelles, visant à fournir les soins nécessaires au maintien de la vie existante et à la reproduction de la génération suivante.²⁸

Le travail de reproduction sociale est rendu plus difficile et problématique lorsque les industries extractives dépossèdent les communautés et dévastent la vie communautaire et les moyens de subsistance. Les femmes paient le coût du nettoyage des écosystèmes pollués, elles sont obligées de marcher plus longtemps et plus loin pour satisfaire les besoins fondamentaux de leur famille, et elles tombent malades à cause des toxines et des poisons avec lesquels elles entrent en contact lorsqu'elles cuisinent avec du combustible sale.²⁹

Vandana Shiva³⁰ souligne que le patriarcat capitaliste abuse à la fois de la nature et de l'économie de subsistance, les poussant tous deux à leurs limites. La terre et ses ressources qui entretiennent la vie sont détruites, les femmes sont déplacées de la source de leurs moyens de subsistance et privées de l'accès à la terre, aux forêts, à l'eau et aux semences dont elles, leurs familles et leurs communautés dépendent pour leur survie. Les puissants s'emparent des ressources des personnes vulnérables, ce qui intensifie la violence. L'aggravation de la vulnérabilité des femmes en raison de l'accaparement des terres par les industries extractives et de l'exploitation écologique les rend plus vulnérables à la violence.

Les écoféministes soulignent qu'en raison de l'accent mis par le capitalisme sur les profits, la nature et les femmes sont dominées, la terre et les femmes sont jugées inférieures et traitées comme des marchandises consommables et destinées à être maltraitées.³¹ Comme la terre, le corps des

28 Laslett and Brenner, 2006 in WoMin paper...

29 WoMin papers: Mapondera, M., Reddy, T. and Hargreaves S. (2019) *If another world is possible, who is doing the imagining? Building an ecofeminist development alternative in a time of deep systemic crisis. Bread and Butter Series, African Feminist Reflections on Future Economies. AWDF WoMin Africa Alliance. (2020) Concept note on development alternatives*

30 Mies, M. and Shiva V. (1993) *Ecofeminism*. Halifax, N.S: Fernwood Publications

31 von Werlhof, C. (2007) *No critique of capitalism without a critique of patriarchy! Why the Left is no alternative. Capitalism Nature Socialism, 18(1), 13-27*

femmes devient la propriété d'un système colonial patriarcal.³²

Dans le même ordre d'idées, les activistes féministes communautaires de Bolivie et du Guatemala considèrent que le capitalisme traite la terre et le corps des femmes comme des territoires dispensables à conquérir.³³

Recherche de stratégies

Alors que nous cherchons des moyens de travailler avec les femmes dans les communautés qui font face à la violence de la dépossession, ainsi qu'à la violence des viols et des meurtres perpétrés par la milice et la sécurité de l'État et des entreprises, il y a des leçons à tirer des observations critiques ci-dessus.

Nous avons besoin d'une législation et de processus d'arbitrage de l'État et des entreprises, tout en comprenant que ceux-ci existent au sein du système capitaliste prédateur qui « laisse mourir certains » et que le système juridique est conçu de manière à privilégier les entreprises multinationales, les riches et les puissants. Nous devons trouver des moyens d'aider à renforcer le pouvoir des femmes dans les communautés afin qu'elles puissent utiliser ces processus pour demander des comptes aux États et aux entreprises. Cependant, nous devons aller au-delà de ce qui existe pour trouver des moyens d'assurer une justice transformationnelle, qui permette de réduire la violence et, à terme, d'éradiquer les actes de violence contre la vie et le corps des femmes.

La compréhension écoféministe du fait que la violence est intrinsèque à un modèle de développement extractiviste violent permet de

développer des approches organisationnelles transformatrices et des visions alternatives. Cela contraste avec les réponses traditionnelles à la violence contre les femmes qui individualisent souvent le problème et la solution, en offrant aux femmes un traitement individuel ou en concevant la justice uniquement en termes juridiques.

La violence envers les femmes a été, comme le note Maria Mies³⁴, la première question qui a mobilisé les femmes dans les années 1970 avec l'essor du mouvement de libération des femmes. Les femmes se sont mobilisées autour des nombreuses formes de violence subies dans leurs foyers, leurs communautés et leurs rues. Les marches « Réapproprions-nous la nuit » ont mis en évidence le fait que les femmes ne sont pas libres de se promener dans leur quartier en raison du danger toujours présent de viol. Les femmes se sont soutenues mutuellement par le biais de conseils et de la mise en place de refuges pour les femmes victimes de violence.

Bien que la violence sur laquelle WoMin focalise ne soit pas perpétrée par des hommes individuels dans les foyers et les communautés, mais émane directement de l'État et des entreprises, il y a peut-être encore des leçons à tirer de la manière dont les féministes ont traité la violence envers les femmes au niveau des foyers et des communautés, tout en reconnaissant les racines systémiques de cette violence.

L'activisme des années 1970 a entraîné des changements dans la prise de conscience et la compréhension, car davantage de femmes ont parlé de la violence qu'elles ont subie. De plus en plus de femmes ont pris conscience que ce n'était pas leur faute, que le problème était lié à la dynamique

³² DA Silva, Ml. (2013) *Narratives of Desire: Gender and Sexuality in Bugul, Aidoo and Chiziane. A Dissertation Presented to the Department of Comparative Literature and the Graduate School of the University of Oregon in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of Philosophy*

³³ González, TP. (2016) *Defending the body-earth territory: an alternative for social movements in resistance. World Rainforest Movement, Bulletin 226, 20 October 2016*

<https://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/defending-the-body-earth-territory-an-alternative-for-social-movements-in-resistance-1/>

³⁴ Mies, M. and Shiva V. (1993) *Ecofeminism. Halifax, N.S: Fernwood Publications*

du pouvoir dans les relations patriarcales où les hommes sont privilégiés et les femmes subordonnées.

Le harcèlement sexuel sur le lieu de travail a été défini comme un problème et non comme le simple fait que « les garçons seront toujours des garçons » et du « plaisir » auquel ils ont droit. Le viol dans le mariage a été défini comme un acte criminel et pas simplement comme le droit d'un mari de prendre ce qui lui appartient légalement. Le droit des femmes à consentir a été affirmé : si une femme dit non, cela signifie non et les hommes doivent écouter.

Le droit des femmes à l'autonomie de leur corps a été affirmé et accepté comme un droit à différents niveaux de la politique et du droit. Aussi importants que soient ces progrès, tant en termes de prise de conscience du fait que les femmes ne doivent pas être maltraitées qu'en termes de changements juridiques permettant aux femmes de porter plainte et de poursuivre en justice les auteurs de violences à leur encontre, la violence à l'égard des femmes n'a pas diminué. Comme le montrent les récentes statistiques des Nations unies sur la violence à l'égard des femmes, 35 % des femmes dans le monde ont subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime, ou des violences sexuelles de la part d'un non-partenaire.

Les statistiques révèlent également qu'au niveau mondial, de nombreuses femmes ne signalent pas les violences qu'elles subissent. Moins de 40 % des femmes qui subissent des violences cherchent à obtenir de l'aide, quelle qu'elle soit³⁵. Cela s'explique notamment par le fait que les femmes sont souvent confrontées à une victimisation secondaire lorsqu'elles parlent – de la part de leur famille, de leur communauté, de la police et des tribunaux.

Comme l'affirme Gillian Walker³⁶ la principale

lacune des approches féministes dominantes réside peut-être dans le fait que l'on est passé d'approches dirigées par des mouvements politiques à des approches dépolitisées et définies par la loi. Ce changement a eu lieu dans les années 1990 avec la montée en puissance de ce que l'on appelle les fémocrates, c'est-à-dire des féministes entrant dans les arènes de l'État et des Nations unies avec une masse critique. Ce plus grand engagement avec et au sein des processus étatiques visait à accroître les services de conseil, les abris et les aides juridiques pour les femmes qui avaient subi des violences de la part de partenaires intimes ou d'autres hommes. Cependant, ces soutiens supplémentaires se sont accompagnés d'une dépolitisation des problèmes. Afin de s'assurer qu'elles obtiennent des résultats dans le cadre de la défense des intérêts de l'État, les organisatrices féministes ont dépolitisé leur langage.

Afin d'être acceptées dans les processus juridiques et politiques techniques, les organisatrices féministes ont édulcoré leur langage et leurs revendications. Et pour beaucoup d'entre elles, leur attention s'est entièrement portée sur ce nouveau terrain du féminisme d'État. Cela signifie que les gains en matière de lois sur le viol et la violence domestique, de formation de la police et des magistrats ont été obtenus en même temps que les pertes. Les pertes qui en ont résulté ont sapé la transformation organisationnelle et la construction de mouvements en tant que stratégies de lutte contre la violence envers les femmes.

Parmi les récentes remises en cause des recours juridiques et étatiques contre la violence envers les femmes, on peut citer celles de féministes américaines telles qu'Angela Davis, Ruth Wilson Gilmore et Mariame Kaba.

Angela Davis³⁷ note que la principale stratégie du mouvement des femmes a été de criminaliser

35 UN Women. (2021) *Fact and Figures: Ending Violence against Women* <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures>

36 Walker, Gillian. (2003). "The Conceptual Politics of Struggle: Wife Battering, the Woman's Movement and the State." In *Studies in Political Economy: Developments in Feminism*, 2nd ed., edited by C. Andrews. Toronto: Women's Press.

37 Davis, A. (2000) *The Color of Violence Against Women*, keynote address at the *Color of Violence Conference* in Santa Cruz. *Colorlines*, Vol. 3 no. 3, Fall 2000 http://www.arc.org/C.Lines/CLArchive/story3_3_02.html

la violence à l'égard des femmes, c'est-à-dire de s'assurer qu'il existe des lois permettant aux femmes d'impliquer le système de justice pénale en cas de violence. Angela Davis affirme que cette stratégie ne mettra pas fin à la violence contre les femmes, tout comme l'emprisonnement n'a pas mis fin à la criminalité en général. Davis note qu'un grand défi pour les féministes est de savoir comment travailler avec la contradiction suivante : si les recours juridiques sont nécessaires, ces recours reposent sur la punition au sein d'institutions qui encouragent la violence et sont situées dans des États qui agissent violemment contre les personnes, en particulier les personnes de couleur, les personnes pauvres et marginalisées.

L'analyse de WoMin fait écho à ces idées. Comment les femmes peuvent-elles agir et chercher des réponses juridiques ou d'autres formes de justice lorsque l'État même auquel on leur demande de se présenter et de chercher de l'aide et de la justice est le principal auteur de la violence envers les femmes, là où elles résident et travaillent ?

Angela Davis note la nécessité de développer une approche qui s'appuie sur la mobilisation politique plutôt que sur les recours juridiques ou la prestation de services sociaux, et qui élabore simultanément des solutions temporaires et à long terme à la violence en se basant sur la prise de conscience que le capitalisme mondial, le colonialisme mondial, le racisme et le patriarcat façonnent la violence contre les femmes de couleur.³⁸

Angela Davis nous met au défi de penser à une justice transformatrice capable de créer une communauté plus juste et plus humaine et des relations qui nous permettent de nous épanouir au lieu d'être pris dans un cycle de vengeance et de

rétribution. Elle souligne que la justice rétributive et la vengeance sont des impulsions de l'État que nous avons intériorisées : « Nous ne nous demandons pas comment améliorer cette relation, nous nous demandons comment leur faire du mal »³⁹.

Il est clair que les solutions existantes ne fonctionnent pas sur le long terme et ne nous amènent pas à réduire la violence envers les femmes. L'augmentation du nombre de refuges et l'amélioration de la législation pour les femmes victimes de violence n'ont pas permis de réduire de manière significative la violence envers les femmes. Comme le souligne Hall⁴⁰, cela est dû au fait que les services publics, en particulier le système de justice pénale, reproduisent les inégalités structurelles et la violence qui favorisent la violence envers les femmes. Si l'importance de ces services pour le bien-être et la sécurité des femmes ne doit pas être ignorée, leurs lacunes, exclusions et insuffisances ne doivent pas non plus être ignorées.

Plus particulièrement, une approche axée sur les services ne s'attaque pas aux structures de violence qui soutiennent et favorisent les expressions individuelles et collectives de la violence. Comme le note True⁴¹ la vulnérabilité des femmes à la violence est conditionnée et accentuée par les structures politiques et économiques mondiales. La mondialisation économique et les politiques néolibérales ont accru la pauvreté, intensifié l'exploitation de la main-d'œuvre, limité de manière drastique les services de santé et autres services sociaux, avec des répercussions sur les droits sexuels et reproductifs des femmes, et ces politiques exacerbent la violence à l'égard des femmes. Dans ce scénario d'inégalité sociale et économique accrue, la violence envers les femmes a augmenté, certaines femmes subissant des formes

³⁸ *ibid*

³⁹ *Dream Defenders*. (2020) *Sunday School: Unlock us, Abolition in our Lifetime*. Zoom talk with Angela Davis. 14 June 2020 <https://www.facebook.com/DreamDefenders/videos/615123319385564/>

⁴⁰ Hall, R.J. (2014) "Feminist Strategies to End Violence Against Women", in *The Oxford Handbook of Transnational Feminist Movement*, edited by Rawwida Baksh and Wendy Harcourt. *Oxford Handbooks Online* <https://www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780199943494.001.0001/oxfordhb-9780199943494-e-005>

⁴¹ True, J. (2014). "The Political Economy of Violence Against Women: A Feminist International Relations Perspective", in *Australian Feminist Law Journal*, 32, 39-59

de violence plus pernicieuses que d'autres.

True s'inspire de Kimberlé Crenshaw qui soutient que la violence envers les femmes doit être comprise à travers les inégalités structurelles violentes fondées sur la race et la classe. Dans la perspective de WoMin, l'expérience des femmes touchées par l'exploitation minière et d'autres activités extractives laisse de la même manière les femmes et leurs familles sans les moyens de survivre et de se reproduire. Les dépossessions et les pertes exercent un stress énorme sur les familles et, étant donné les fondements patriarcaux de la majorité des communautés, la violence et la frustration sont souvent dirigées vers le corps des femmes et des filles.

Comme le note Hall⁴² et comme y fait allusion Angela Davis, le fait d'être conscient que l'État est un agent de violence n'empêche pas les féministes de demander des changements législatifs et des services pour les femmes qui subissent la violence. Hall fait référence à la campagne Sœurs par l'esprit au Canada, qui, tout en étant basée sur une prise de conscience de la violence coloniale permanente de l'État canadien à l'encontre des peuples des premières nations, demande en même temps la protection de cet État pour les actes de violence individuels qui émanent de ces relations structurelles. Il ne s'agit pas d'une position contradictoire, note Hall, mais plutôt d'une position complexe qui doit être poursuivie pour la sécurité et la dignité des femmes les plus marginalisées par la violence de l'État, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières.

Deux exemples d'organisations aux États-Unis qui cherchent des moyens non violents de lutter contre la violence envers les femmes sont INCITE,

un réseau de féministes radicales de couleur, qui s'organise pour mettre fin à la violence de l'État et à la violence dans les foyers et les communautés ; et Sista to Sista, un collectif de femmes noires et latinos de la classe ouvrière à Brushwick, Brooklyn, New York, qui travaille à la construction d'une société basée sur la libération et l'amour.⁴³ La déclaration d'intention d'INCITE énonce ce qui suit :

« Nous cherchons à construire des mouvements qui non seulement mettent fin à la violence, mais qui créent une société fondée sur la liberté radicale, la responsabilité mutuelle et la réciprocité passionnée. Dans cette société, la sûreté et la sécurité ne seront pas basées sur la violence ou la menace de violence ; elle sera fondée sur un engagement collectif à garantir la survie et la protection de tous les peuples »⁴⁴

Le modèle antiviolence de Sista to Sista est basé sur l'engagement communautaire et l'éducation. Au lieu de se tourner vers la police pour assurer sa sécurité, Sista to Sista gère une école de la liberté pour les jeunes femmes et organise le Sista's Liberated Ground, un espace où la violence n'est pas tolérée. Les femmes de l'organisation ont lancé une campagne de sensibilisation et ont inauguré l'espace le 28 juillet 2004, lors d'une fête de quartier au cours de laquelle les membres de la communauté ont été invités à signer un engagement contre la violence.⁴⁵

42 Hall, RJ. (2014) "Feminist Strategies to End Violence Against Women", in *The Oxford Handbook of Transnational Feminist Movement*, edited by Rawwida Baksh and Wendy Harcourt. *Oxford Handbooks Online* <https://www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780199943494.001.0001/oxfordhb-9780199943494-e-005>

43 Ibid.

44 INCITE. (2006) *Color of Violence: The Incite! Anthology*. Cambridge: South End Press.

45 Sista to Sista. (2006) "Sistas Makin' Moves: Collective Leadership for Personal Transformation and Social Justice." In *Color of Violence: The Incite! Anthology*, edited by INCITE, 196–207. Cambridge: South End Press.

Nous cherchons à construire des mouvements qui non seulement mettent fin à la violence, mais qui créent une société fondée sur la liberté radicale, la responsabilité mutuelle et la réciprocité passionnée. Dans cette société, la sûreté et la sécurité ne seront pas basées sur la violence ou la menace de violence ; elle sera fondée sur un engagement collectif à garantir la survie et la protection de tous les peuples.



WoMin croit que les actions de réparation doivent être menées par les personnes les plus touchées. WoMin travaille donc avec ses alliés pour renforcer le pouvoir des femmes et pour soutenir les femmes et leurs communautés afin d'approfondir leurs luttes contre les industries extractives.



SECTION QUATRE:

DÉVELOPPER DES ALTERNATIVES

Les dossiers Barrick et Hudbay mentionnées précédemment dans ce document visent à obtenir justice dans les limites de la loi et en termes de cadres de réparation et de compensation offerts par les entreprises. Ces réponses ont une place bien définie dans le travail de pression pour la responsabilité des entreprises fautives. Cependant, WoMin et d'autres écoféministes soulignent que la violence à l'égard des femmes est liée aux systèmes d'oppression de classe et patriarcale et qu'il est nécessaire de changer les structures d'oppression tout en s'attaquant aux effets immédiats par le biais de conseils, en brisant le silence et en permettant aux femmes de surmonter la culpabilité, la peur et la stigmatisation.

La violence à l'égard des femmes doit être considérée dans le contexte de la violence plus large des communautés et des pays dans lesquels nous vivons, où les inégalités et la pauvreté sont ancrées dans un système violent et déshumanisant. Vandana Shiva note que pour mettre fin à la violence envers les femmes, il faut dépasser une économie violente façonnée par le patriarcat capitaliste pour passer à une économie pacifique non violente et durable qui respecte les femmes et la terre.⁴⁶

La vision alternative de Maria Mies⁴⁷ présente une nouvelle façon de considérer l'économie qu'elle appelle la « perspective de subsistance ». Cette perspective place au centre la création, la récréation et le soutien de la vie et du vivant, et non l'argent, la

croissance économique ou le profit.

La perspective de subsistance rejette la société industrielle capitaliste. Les principes de la perspective de subsistance de Mies incluent la nécessité de redéfinir ce que nous entendons par une vie saine. L'abondance pour certains et la pauvreté la plus abjecte pour la majorité ne peuvent être considérées comme une vie saine. Une vie saine exige que nous transformions les relations sociales en relations respectueuses et mutuelles, et que nous mettions fin aux relations patriarcales, violentes et militaristes. Une révolution totale est nécessaire pour libérer les femmes et les hommes des structures patriarcales et des idéologies violentes.

Le travail continu de WoMin dans la recherche d'actions alternatives

WoMin croit que les actions de réparation doivent être menées par les personnes les plus touchées. WoMin travaille donc avec ses alliés pour renforcer le pouvoir des femmes et pour soutenir les femmes et leurs communautés afin d'approfondir leurs luttes contre les industries extractives.

Un volet permanent de l'action de WoMin consiste à travailler avec les mouvements et ONG alliés et les femmes des communautés touchées par les industries extractives pour les aider à guérir et à adopter des pratiques alternatives. Un aspect de ce travail consiste à développer des moyens de penser et de comprendre la violence du déplacement et de l'appauvrissement ainsi

⁴⁶ Mies, M. and Shiva V. (1993) *Ecofeminism*. Halifax, N.S.: Fernwood Publications

⁴⁷ Mies, M. (2006) CNS conference keynote address: "War is the father of all things" (Heraclitus) "but nature is the mother of life" von Werlhof, C. (2007) *No critique of capitalism without a critique of patriarchy! Why the Left is no alternative*. *Capitalism Nature Socialism*, 18(1), 13-27

que la violence physique que les femmes et leurs communautés subissent. Un deuxième aspect de ce travail est un processus de récupération, de dialogue, de rêve et de documentation de l'imagination des femmes dans une communauté, une société et une Afrique différentes, au service de ses habitants et des femmes en particulier. Ce processus est combiné à des efforts pour rendre visibles les stratégies d'adaptation des femmes, ainsi que la récupération des pratiques décimées par la colonisation et la néo-colonisation, et la documentation des alternatives. Ces éléments alimenteront les différentes expressions des alternatives panafricaines au modèle capitaliste dominant. Elles prendront la forme d'expositions, de podcasts, de recueils d'histoires, d'une charte et informeront les organisations et les campagnes en cours sur le continent.

Du 10 novembre au 10 mars 2020, WoMin s'est associé à 12 autres organisations, dont un réseau de défenseurs des droits de l'homme en Afrique australe, pour mettre en place un mois d'action sous la bannière de Rise Against Repression.⁴⁸ Cette plateforme a fait connaître 16 cas de répression et de violence auxquels sont confrontés des individus et des communautés qui critiquent et contestent les mégaprojets d'extraction dans la région. Cette plateforme a pour objectif de se développer et d'entreprendre des actions de plaidoyer et de solidarité, en collaboration, nous l'espérons, avec les réseaux de défenseurs des droits de l'homme de la région.

Dans le cadre de cette initiative, WoMin a rédigé un dossier détaillé sur le viol de femmes à la mine Barrick North Mara en Tanzanie.⁴⁹ Le dossier est accessible sur le site web de Rise against

Repression. Les violences commises par les agents de sécurité et la police à la mine North Mara de Barrick en Tanzanie étaient similaires à celles commises à la mine de Porgera illustrées dans l'étude de cas ci-dessus. Des villageois tanzaniens ont intenté une action en justice au Royaume-Uni contre Barrick en 2013, après que leurs proches ont été tués à la mine d'or et que d'autres ont été blessés par des policiers travaillant sous contrat avec l'entreprise pour assurer la sécurité de la mine.

Parallèlement à ces efforts macro-économiques, WoMin travaille au Zimbabwe en partenariat avec l'Unité de services de conseil (CSU)⁵⁰ pour aider les femmes des communautés touchées par la violence à surmonter collectivement leurs traumatismes, à reconstruire leurs moyens de subsistance, à développer des idées sur ce que la justice signifie pour elles, tout en aidant les femmes à renforcer leur pouvoir et à s'organiser. Ce travail est avancé (au moment où nous écrivons ces lignes) mais a été ralenti en mars 2020 en raison de la COVID. La rédaction du rapport est en cours et il sera lancé en même temps que ce document. **Voir xxx**. Elle est également partagée dans le cadre de conversations avec des partenaires et des alliés au Mozambique et en Sierra Leone. Nous partageons quelques réflexions émergentes sur cette tentative d'aller vers une alternative qui développe la solidarité tout en abordant le traumatisme et la guérison.

⁴⁸ <https://riseagainstrepression.org/>

⁴⁹ A short film *Women Speak Out About Abuse at Barrick Gold's North Mara Mine in Tanzania* by MiningWatch Canada can be accessed at : <https://youtu.be/lizXaJShi8Y>

⁵⁰ This systematisation of a feminist collective model of trauma support can be accessed at <https://riseagainstrepression.org/tribute-wall/north-mara-tanzania-rape/>

Projet pilote au Zimbabwe

La CSU, avec le soutien de WoMin, a rassemblé 18 femmes ayant subi des traumatismes liés à la militarisation et à la sécurisation des zones entourant les activités minières et touchées par celles-ci. Parmi ces femmes se trouvaient celles pratiquant l'exploitation minière à petite échelle, des femmes vivant à l'intérieur ou à proximité des mines, et des femmes qui ont été déplacées à cause de l'exploitation minière.⁵¹

Les violations subies par les femmes vont de la violence sexuelle à la violence physique, en passant par la violence psychologique perpétrées par les forces de l'État et des sociétés de sécurité privées chargées de « protéger » les opérations minières. Parmi les expériences vécues par les femmes faisant de l'exploitation minière à petite échelle, citons le viol, l'obligation d'avoir des relations sexuelles en guise d'« amende », l'exposition forcée de parties du corps, les fouilles corporelles invasives, les coups de feu, les morsures de chiens, les agressions à coups de poing, de coup de pieds et d'armes, et la détention dans des cages, sans nourriture.

Les femmes et leurs communautés vivant à l'intérieur ou à proximité des zones minières ont été malades en raison de la pollution de l'air et de l'eau, et exposées au dynamitage constant, même la nuit, qui fissurent les maisons, perturbent le sommeil et provoquent un stress constant. Elles ont subi des fouilles arbitraires de leurs maisons par les forces de sécurité et ont eu constamment peur d'être violées par des soldats ou des mineurs.

Les femmes déplacées par l'exploitation minière ont perdu leur maison, leur mode de vie et leurs moyens de subsistance. Elles n'avaient plus de champs à cultiver, plus de fermes à entretenir et plus d'activités autour desquelles organiser leurs journées. Les mères s'inquiétaient de la sécurité de leurs enfants et de

leur avenir, étant donné qu'elles n'avaient plus accès à l'école, à la terre et aux moyens de subsistance. Ceux qui ont subi l'exhumation des corps de leurs proches lorsqu'ils ont été réinstallés étaient très stressés de ne pas pouvoir accomplir les rites traditionnels pour que leurs proches reposent en paix.

Les 18 femmes se sont réunies lors de trois sessions qui comprenaient des évaluations psychologiques et médicales, une thérapie artistique et artisanale individuelle et collective, des informations psychologiques, médicales et juridiques, des informations sur la sûreté et la sécurité, le développement de groupes de pairs et l'exploration d'idées relatives à des projets de subsistance. Les objectifs étaient de comprendre l'impact de l'extraction minière et de développer des actions dirigées par des femmes pour contester ces impacts, tout en offrant un soutien dans l'élaboration de stratégies d'adaptation.

L'approche utilisée pour soutenir les femmes était guidée par des principes féministes. À cet égard, elle était axée sur le partage collectif, la narration d'histoires et le soutien qui ont créé une solidarité et brisé l'isolement profond que les femmes avaient connu après les violations sexuelles. Le processus a permis aux femmes de centrer la guérison sur leurs réalités vécues et sur les moyens traditionnels de faire face aux traumatismes, et de s'en inspirer. Les femmes ont participé à des séances qui leur ont permis de démanteler et d'interroger des systèmes tels que le patriarcat et le capitalisme, et de comprendre comment ils contribuent à perpétuer la violence, à inspirer la honte et à blâmer les victimes. Cette approche mettait délibérément l'accent sur la prise en charge collective en tant que modèle de soutien aux victimes de traumatismes.

Au départ, les femmes avaient peur de participer au programme par crainte des répercussions. Certaines craignaient que le programme fût un

51 Draft report by CSU and WoMin September 2020

coup monté par les entreprises minières pour voir si les femmes allaient révéler les violations des droits. Le développement de la confiance était un point de départ crucial pour permettre aux femmes de commencer à parler de leurs expériences traumatisantes.

Les femmes ont décrit leur sentiment d'isolement et de solitude, le fait qu'il n'y avait personne pour les écouter et qu'elles étaient repoussées par la police ou les chefs de village lorsqu'elles essayaient d'obtenir de l'aide. Elles se sentaient impuissantes face aux hommes de leur foyer et de leur communauté, face aux forces de sécurité, face aux grandes entreprises étrangères et face à leur propre gouvernement.

De nombreuses femmes présentaient des symptômes communs au traumatisme et à la dépression. Certaines avaient des pensées suicidaires, d'autres se sentaient désespérées. Les femmes qui avaient eu des interactions avec des soldats présentaient les niveaux de stress les plus élevés. Lors de la troisième session, les niveaux de dépression étaient nettement inférieurs pour toutes les femmes.

Au cours des trois sessions, les femmes ont été sensibilisées aux moyens de reconnaître les traumatismes chez elles et chez les autres, et elles ont été formées à développer des compétences de base en matière de conseil, adaptées à la communauté, ainsi que des compétences pour orienter les femmes vers les prestataires de services pertinents et disponibles, notamment pour signaler les violations des droits.

Chaque femme a été soutenue pour rendre visibles les mécanismes d'adaptation existants et en imaginer de nouveaux, ainsi que pour élaborer un plan de soin et de bien-être. Un ensemble de soins a été mis au point en tenant compte des commentaires des femmes, notamment en ce qui concerne les besoins en matière de conseil, de soins médicaux, d'assistance juridique, de sécurité et d'orientation.

La troisième session a positionné le projet dans un cadre plus large, en faisant prendre conscience que les femmes d'autres pays et régions sont affectées par les activités extractives et se sont mobilisées pour revendiquer leurs droits et, dans certains cas, ont pu arrêter les activités minières. Le film produit par WoMin, « Women Hold up the Sky » a été un outil clé dans ce processus. Les participants ont pris conscience de la manière dont on apprend aux femmes, dès leur plus jeune âge, à remplir des rôles stéréotypés et de l'existence de tout un système visant à les subordonner.

Lors de la discussion sur la nécessité de reconstruire les moyens de subsistance, les participantes ont proposé un projet d'élevage de poulets. WoMin s'est engagé dans un projet en propriété collective comprenant 900 poussins de chair, de la nourriture pour poulets et des vaccins. Ils ont trouvé une formation à l'élevage de poulets auprès d'une organisation spécialisée dans l'autonomisation des femmes rurales. Bien que les femmes élèvent les poulets dans leurs fermes, le projet d'élevage de poulets est conçu de manière à permettre aux femmes de continuer à se rassembler dans leurs communautés et de construire une structure de soutien communautaire fournissant un soutien social et émotionnel aux femmes touchées par la violence.

Le processus pilote au Zimbabwe a permis de créer une solidarité entre les femmes participantes, de valider la valeur de chacune et de renforcer l'estime de soi. En somme, il s'agissait d'une expérience radicale et valorisante pour les femmes. L'équipe de CSU a été mise au défi de comprendre le traumatisme causé par les industries extractives sur la vie des femmes et l'équipe WoMin a été mise au défi d'approfondir la question du traumatisme et de la guérison.

Six mois après la fin du programme, le Zimbabwe est entré dans une phase de confinement dû à la COVID et, bien qu'il ait été impossible d'organiser des réunions en présentiel, le soutien à distance par

téléphone s'est poursuivi. Les groupes de soutien mis en place lors de la première session ont été maintenus et les membres sont restés en contact régulier, apportant un soutien social et émotionnel, et permettant aux femmes de poursuivre leurs efforts pour renforcer leurs moyens de subsistance.

Une conversation et une exploration plus approfondie de ce qu'est la justice pour chacune des femmes sont essentielles au soutien continu de ces dernières. Ce processus vise à affirmer les femmes et à leur permettre de définir ce qu'est la justice pour elles, sur le plan juridique ou autre. Il s'agit d'un projet qui vise à continuer à honorer et à centrer les voix et les expériences des femmes. Ce travail, ainsi que l'effort connexe visant à aider les femmes à raconter leur histoire de manière créative par le biais de récits, de perles ou de tricots, a été fortement perturbé par la COVID pendant la majeure partie de 2020 et en 2021. Le processus de narration et l'exploration des options de justice doivent être entrepris en face à face. WoMin continue de documenter ces processus.

Les leçons apprises du Mouvement des Gardiens de Yaoska⁵²

Alors que nous tirons des leçons de notre pratique actuelle et que nous définissons une voie pour une pratique continue, il y a également beaucoup à tirer de mouvements tels que le Mouvement des Gardiens de Yaoska de la municipalité de Rancho Grande dans le nord du Nicaragua. Ce mouvement est un exemple des nombreux mouvements qui émergent au Nicaragua pour contester les grands projets d'extraction, tels que les mines, le canal interocéanique, les barrages et les monocultures comme la canne à sucre. Beaucoup de ces mouvements sont dirigés par des femmes qui comprennent qu'elles sont les plus touchées.

Le mouvement a protesté contre la proposition de la compagnie minière canadienne B2Gold d'ouvrir une mine d'or sur leurs terres. Après une lutte de 11 ans, caractérisée par une répression extrême de la part de l'armée et de la police, il a réussi à stopper le projet au stade de l'exploration, le gouvernement déclarant que la poursuite de l'exploration n'était pas viable.

Le mouvement a été lancé en 2003 lorsque des femmes et des hommes des 38 communautés touchées ont remis en question le soutien du gouvernement nicaraguayen à l'exploitation minière comme moyen de réduire la pauvreté. La communauté a fait remarquer que l'exploitation minière dans d'autres villes avait accru les inégalités, n'avait pas réduit la pauvreté et avait eu des effets économiques, sociaux et environnementaux néfastes sur la population et la terre. Le mouvement rejette l'exploitation minière car elle aurait un impact sur l'économie locale durable dont dépendent les moyens de subsistance des citoyens du territoire.

Les femmes de Rancho Grande participent activement au Mouvement des Gardiens de Yaoska. En tant que leaders dans les espaces de prise de décision, avec la capacité de mobiliser d'autres femmes, elles ont soulevé les façons dont les femmes sont affectées par l'exploitation minière. L'exploitation minière entraîne des changements dans les écosystèmes et les sources d'eau, ce qui ajoute au fardeau des femmes, puisque celles-ci sont responsables de l'approvisionnement en nourriture et de la santé de leurs familles et de leurs communautés. L'exploitation minière renforce les relations de domination des hommes sur les femmes. L'exploitation minière entraîne également une augmentation de la violence et des abus sexuels de la part d'hommes qui viennent de

⁵² This subsection is based on: González, TP. (2016) *Defending the body-earth territory: an alternative for social movements in resistance*. World Rain-forest Movement, Bulletin 226, 20 October 2016 <https://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/defending-the-body-earth-territory-an-alternative-for-social-movements-in-resistance-1/>

l'extérieur de la région et qui se sentent autorisés à envahir le territoire et le corps des femmes.

Pour le mouvement, défendre le territoire, c'est défendre leur mode de vie – qui est profondément enraciné dans la terre et dans la communauté, dans laquelle l'entraide existe encore, ainsi que la valeur du collectif par rapport à l'individu. Malgré ces caractéristiques dans la communauté, il subsiste une grande inégalité entre les femmes et les hommes. Ce n'est qu'en unissant les luttes liées au territoire, aux corps et aux vies qu'ils pourront résister et créer des alternatives pour transformer le système capitaliste, patriarcal et colonial.

A Rancho Grande, l'armée et la police protègent les investissements étrangers et ont réprimé les protestations de la population. Le personnel de l'entreprise et les fonctionnaires du gouvernement ont menacé et agressé physiquement et verbalement les femmes et les hommes du Mouvement des Gardiens de Yaoska pour leur position contre l'exploitation minière.

Le mouvement comprend que le territoire qu'il défend ne peut être rempli de relations d'inégalité, car celles-ci affaiblissent la communauté. Le mouvement défend une vie saine et heureuse pour tous, avec des corps libres vivant en harmonie les uns avec les autres et avec la nature :

« Le territoire n'est pas seulement un espace physique : forêts, montagnes et rivières ; il a une signification plus profonde. C'est le lieu des relations entre les humains et avec l'environnement (animaux, plantes) ; ce sont les roches et les minéraux qui le soutiennent, et l'air ambiant qui permet à toutes ces formes de vie d'exister. C'est aussi l'histoire, la mémoire et la culture, ainsi que les

racines et la spiritualité qui forment la vision du monde de chaque peuple. Le territoire est le lieu où se construisent les identités individuelles et collectives. Par conséquent, défendre le territoire, c'est défendre les formes de vie qui l'habitent.

Face à une menace comme l'installation d'un projet minier, la défense du territoire devient une lutte pour défendre la vie elle-même. ... Pour défendre une vie saine où nous pouvons être heureux, la lutte doit réparer l'injustice du système lui-même, dans la défense conjointe du territoire et des corps. Sinon, la défense du territoire n'est que partielle et contribue à maintenir les inégalités. »

Apprendre de l'Alliance des femmes pour la terre et du Réseau de santé sexuelle des jeunes autochtones

De la même manière que nous pouvons tirer des leçons des Gardiens de Yaoska au Nicaragua, il y a des leçons à tirer de l'Alliance des femmes pour la terre (Women's Earth Alliance – WEA) et du Réseau de santé sexuelle des jeunes autochtones (Native Youth Sexual Health Network – NYSHN).⁵³

En 2014, WEA et NYSHN ont commencé à documenter la santé et la sécurité des femmes et des jeunes autochtones dans les territoires les plus fortement impactés par les industries extractives aux États-Unis et au Canada. Le rapport et la boîte à outils Violence contre notre terre, violence contre nos corps issus de ce processus, exposent les impacts des industries extractives sur les populations et les terres et constituent un soutien à l'action contre la violence environnementale..

Le rapport révèle que la guérison et les cérémonies

⁵³ WEA invests in training and supporting grassroots women to drive solutions to our most pressing ecological concerns — water, food, land, and climate. NYSHN is a network by and for Indigenous youth that works across issues of sexual and reproductive health, rights, and justice in the United States and Canada.

sont des réponses cruciales à la violence environnementale et que, si les lois et politiques locales, fédérales et internationales sont des outils essentiels, les peuples autochtones conçoivent également des solutions culturellement sécuritaires et communautaires pour réduire les risques.⁵⁴

La violence qui se produit contre la terre est considérée comme intimement liée à la violence qui s'exerce sur les corps. Beaucoup de ces communautés sont des sites de fabrication de produits chimiques et de déversement de déchets, tandis que d'autres sont des sites de campements d'hommes amenés à travailler pour l'industrie du gaz et du pétrole. La violence va de la violence sexuelle et domestique à la drogue et à l'alcool, en passant par les meurtres et les disparitions, les maladies reproductives et l'exposition aux produits toxiques, les menaces pour la culture et les modes de vie autochtones, la criminalité et d'autres facteurs de stress social.

Le rapport note que :

« Cette dangereuse intersection de l'industrie extractive, de la violence qui l'accompagne et d'une population de femmes et de jeunes qui sont déjà les cibles d'une violence systémique et de traumatismes générationnels, prépare le terrain pour une violence accrue sur la terre qui conduira à une violence accrue sur les populations autochtones. »

Le rapport note que les risques encourus du fait des activités extractives s'inscrivent dans un système plus large de colonisation et de traumatismes historiques. Il s'agit notamment de taux plus élevés de cancers, de malformations congénitales, de fausses couches et de maladies mentales. Tous ces

facteurs ont eu de profondes répercussions sur le tissu social des communautés autochtones vivant à proximité des installations industrielles. L'industrie extractive, alimentée par la cupidité des entreprises et des gouvernements, renforce les systèmes coloniaux et patriarcaux en érodant les systèmes traditionnels de gouvernance et le rôle des femmes dans ces communautés.⁵⁵

Les solutions à la violence proposées dans le rapport affirment l'autodétermination et le consentement des personnes sur leur corps et sur les terres dont elles font partie ; elles remettent en question les réponses classiques consistant à renforcer le maintien de l'ordre ou la criminalisation ; elles mettent l'accent sur l'écoute approfondie afin de trouver des solutions alternatives ; et elles placent les femmes à l'épicentre de la résistance aux dépossessions de leurs terres, de leur eau, de leurs forêts et de leur mode de vie. Le rapport propose des alternatives à la pensée et aux pratiques actuelles en matière de développement.

54 Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network. (2016) *Violence on the land, violence on our bodies: Building an Indigenous Response to Environmental Violence*

<http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf>

55 *ibid*

SECTION CINQ:

UNE BRÈVE NOTE DE CONCLUSION

Puisque les racines de la violence que subissent les femmes se trouvent dans un système économique d'exploitation, nous voyons la nécessité de changer le système et de travailler à une alternative. L'alternative que nous avons à l'esprit est une vie saine et heureuse où des corps libres vivent en harmonie les uns avec les autres et avec la nature.

Alors que nous travaillons en vue de cette vision sans violence, nous devons offrir aux femmes un soutien pour leur guérison et nous devons envisager des formes de justice que les femmes veulent poursuivre, étant donné les pièges des formes de justice existantes qui ne cessent d'échouer. Pour ce faire, il est nécessaire de s'engager dans une écoute profonde et de tirer des enseignements des exemples cités par les groupes de femmes inclus dans cet article – les Gardiens de Yasoka, l'Alliance des femmes pour la terre et Sista to Sista.

En écoutant les femmes avec lesquelles nous travaillons, nous apportons notre créativité à l'élaboration de stratégies qui tentent de récupérer les anciennes pratiques de production et de reproduction tout en rêvant d'une communauté, d'une société et d'une Afrique qui représentent les femmes et servent leurs intérêts.

RÉFÉRENCES

- Da Silva, Ml. (2013) Narratives of Desire: Gender and Sexuality in Bugul, Aidoo and Chiziane. A Dissertation Presented to the Department of Comparative Literature and the Graduate School of the University of Oregon in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of Philosophy
- Davis, A. (2000) The Color of Violence Against Women, keynote address at the Color of Violence Conference in Santa Cruz. *Colorlines*, Vol.3 no.3, Fall 2000
http://www.arc.org/C_Lines/CLArchive/story3_3_02.html (link not working)
- Democracy Now. (2020) The Case for Prison Abolition: Ruth Wilson Gilmore on COVID-19, Racial Capitalism & Decarceration. May 5, 2020
https://www.democracynow.org/2020/5/5/ruth_wilson_gilmore_abolition_coronavirus
- Dream Defenders. (2020) Sunday School: Unlock us, Abolition in our Lifetime. Zoom talk with Angela Davis. 14 June 2020
<https://www.facebook.com/DreamDefenders/videos/615123319385564/>
- Earthrights International. Factsheet: Abuse by Barrick Gold Corporation
https://earthrights.org/wp-content/uploads/documents/barrick_fact_sheet_-_earthrights_international1.pdf
- Ekine S. (2008) Women's Responses to State Violence in the Niger Delta. *Feminist Africa* 10
- Federici, S (2020) *Revolution at Point Zero: Housework, Reproduction and Feminist Struggle*. Oakland, CA. PM Press
- González, TP. (2016) Defending the body-earth territory: an alternative for social movements in resistance. *World Rainforest Movement, Bulletin* 226, 20 October 2016
<https://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/defending-the-body-earth-territory-an-alternative-for-social-movements-in-resistance-1/>
- Hall, RJ. (2014) "Feminist Strategies to End Violence Against Women", in *The Oxford Handbook of Transnational Feminist Movement*, edited by Rawwida Baksh and Wendy Harcourt. *Oxford Handbooks Online*
<https://www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780199943494.001.0001/oxfordhb-9780199943494-e-005>
- Human Rights Watch. (2009) *Diamonds in the Rough: Human Rights Abuses in the Marange Diamond Fields of Zimbabwe*, Reports on the brutality and human rights abuses wreaked on artisanal miners and villagers
<https://www.hrw.org/report/2009/06/26/diamonds-rough/human-rights-abuses-marange-diamond-fields-zimbabwe>
- INCITE. (2006). *Color of Violence: The Incite! Anthology*. Cambridge: South End Press.
- Mapondera, M., Reddy, T. and Hargreaves S. (2019) *If another world is possible, who is doing the imagining? Building an ecofeminist development alternative in a time of deep systemic crisis*. Bread and Butter Series, African Feminist Reflections on Future Economies. AWDF
- McClintock, A. (1995) *Imperial Leather: Race, Gender, and Sexuality in the Colonial Contest*. New York: Routledge
- Mies, M. and Shiva V. (1993) *Ecofeminism*. Halifax, N.S: Fernwood Publications
- Mies, M. (2006) CNS conference keynote address

RÉFÉRENCES

Mining Watch Canada. (2018) Women Speak Out About Abuse at Barrick Golds North Mara Mine in Tanzania
<https://youtu.be/lizXajShi8Y>

RADD, Muyissi Environment, Natural Resource Women Platform Radio Culture, GRAIN and World Rainforest Movement. (2019) Breaking the Silence Harassment, sexual Violence and Abuse Against Women In and Around Industrial Palm Oil and Rubber Plantations

<https://www.farmlandgrab.org/post/view/28799>

Rise against repression website: <https://riseagainstrepression.org/>

Sista Il Sista. (2006) “Sistas Makin’ Moves: Collective Leadership for Personal Transformation and Social Justice”, in *Color of Violence: The Incite! Anthology*, edited by INCITE, 196–207. Cambridge: South End Press.

True, J. (2014) “The Political Economy of Violence Against Women: A Feminist International Relations Perspective”, in *Australian Feminist Law Journal*, 32, 39-59

UN Women. (2021) Fact and Figures: Ending Violence against Women

<https://www.unwomen.org/en/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures>

von Werlhof, C. (2007) No critique of capitalism without a critique of patriarchy! Why the Left is no alternative. *Capitalism Nature Socialism*, 18(1), 13-27

Verso. (2020) A philosophy of nonviolence: Judith Butler interviewed by Alex Doherty. 14 September 2020

https://www.versobooks.com/blogs/4851-a-philosophy-of-nonviolence-judith-butler-interviewed-by-alex-doherty?fbclid=IwAR2lOigmgCVqGaRsuCbrlnhQhTTUfqpWBhOA_MlwKFHf2ocleDcn35zsd

Verso. (2020) Judith Butler: on COVID-19, the politics of non-violence, necropolitics, and social inequality, Jul 23, 2020

https://www.youtube.com/watch?v=6Bnj7H7M_Ek

Walker, G. (2003). “The Conceptual Politics of Struggle: Wife Battering, the Woman’s Movement and the State”, in *Studies in Political Economy: Developments in Feminism*, 2nd ed., edited by C. Andrews. Toronto: Women’s Press

Women’s Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network. (2016) Violence on the land, violence on our bodies: Building an Indigenous Response to Environmental Violence

<http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBRReportToolkit2016.pdf>

WoMin African Alliance and CRNG. (2020) Guns, Power and Politics Research Paper: Extractives and Violence Against Women in Zimbabwe

<https://womin.africa/vaw-research/>

WoMin African Alliance, and Justiça Ambiental. (2020) Guns Power and Politics Research Paper: Extractives and Violence Against Women in Mozambique

<https://womin.africa/vaw-research/>

WoMin African Alliance and Network Movement for Justice and Development, Women and Mining. (2020) Guns Power and Politics Research Paper: Extractives and Violence Against Women in Sierra Leone

<https://womin.africa/vaw-research/>

WoMin Africa Alliance. (2020) Concept note on development alternatives

WoMin and CSU (2020) Draft report



womin

